

EN MARCHÉ I

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume X, no 1, mars 1989



LA OPCION

POR LOS

POBRES

Une terre de contrastes...

Plus que jamais l'Amérique latine est en mouvement. Par moment porteuse de grands espoirs (pensons aux possibles négociations de paix au El Salvador ou aux réactions internationales de solidarité avec Pedro Casaldaliga), l'Amérique latine croule aussi sous le poids de sa "dette" (quel mot abjecte pour qualifier au fond ce qui n'est que l'extorsion systématique de leurs richesses). Richement armés au profit de nos "marchands de canons", les dirigeants de ces pays ont peu de scrupules d'user d'une violente répression pour tenter de mater les mouvements populaires organisés ou spontanés qui refusent de se laisser davantage appauvrir par les ordres du FMI. Paradis des vacanciers nord-américains en recherche de sueurs fortes, le Venezuela prend plutôt aujourd'hui des airs de "presto" prêt à éclater. Paradis ou enfer, la chimie des contraires se poursuit.

Au menu de ce numéro, nous vous proposons de goûter à ces contrastes. Vous y trouverez, nous l'espérons, matière à réflexion, à prière et à engagement. Puissions-nous avec l'aide de Dieu contribuer chaque jour au processus de mort-résurrection en n'étant ni muets, ni complices...

Des "conflits de faible intensité" au Nicaragua...

cela voudrait-il dire que la guerre c'est à peu près réglé?...

par Clotilde Lemay

Le 31 décembre dernier, à 18 heures, Radio-Canada présentait une émission télévisée sur les principaux événements internationaux qui ont marqué l'année 1988. Excellente émission, apport étoffé des correspondants étrangers, mais.. des trous impardonnables! A propos des conflits qui subsistent toujours en Amérique Centrale, aucune mention!... ou si peu !... or a évoqué le Nicaragua en le classant dans la liste des "conflits résolus" ou en bonne voie de l'être !

Sans prétendre présenter ici une étude approfondie sur le sujet, nous essayerons cependant de cerner d'un peu plus près cette notion de "conflit de faible intensité" afin de pouvoir en saisir mieux toutes les conséquences pour ailleurs et pour ici.

A cette fin, nous nous inspirerons d'un article de Michael T. Klare, auteur de *American Arms Supermarket*, paru dans *Le Monde Diplomatique* de mars 1986 (1).

Le concept de CFI (conflit de faible intensité), nous dit Michael T. Klare, fait partie de la vaste organisation militaire du Pentagone et, dans l'échelle de gradation des conflits militaires, s'inscrit aux côtés des conflits de moyenne, puis de haute intensité... jusqu'aux conflits nucléaires. Le CFI, c'est la préoccupation majeure du Pentagone. Il englobe trois types d'opérations militaires: la contre-guérilla classique, la défense "active" contre le terrorisme et le soutien aux guérillas anti-communistes dans le tiers-monde.

La "paternité" de cette doctrine est attribuée à l'ancien secrétaire d'État, M. George Shultz, pourtant perçu généralement comme un "modéré". Au cœur de sa doctrine, deux principes fondamentaux : le premier c'est l'affirmation que les forces de la "démocratie" (!) sont menacées par le terrorisme, par les mouvements

révolutionnaires. L'autre, c'est que les États-Unis, en tant que chef de file des forces "démocratiques" ont non seulement la responsabilité de résister à la menace terroriste, mais aussi celle de la neutraliser en utilisant le degré de force militaire qui se révélera nécessaire...

Nous ne pouvons certes pas sous-estimer l'importance de la doctrine Shultz, mais il conviendrait d'en commenter longuement les incohérences et les contradictions. Qu'il nous suffise de rappeler que dans la plupart des régions où les États-Unis sont intervenus comme "défenseurs de la démocratie", ils venaient plutôt réprimer des luttes populaires menées contre des dictatures qui ne pouvaient en rien se réclamer de la démocratie !... Il n'est pas inutile non plus de souligner que "les contras (au Nicaragua) et beaucoup d'autres mouvements dont M. Shultz s'est fait le champion se sont surtout distingués par leur brutalité sanguinaire et n'ont aucun titre démocratique à faire valoir" (Michael T. Klare).



Au fond, ce qui est voulu par une guerre de "faible intensité", c'est de stopper toute émergence d'une société nouvelle. Devant l'échec lamentable du premier monde (faim dans le monde, taux croissants d'analphabétisme, de mortalité infantile), le tiers-monde cherche des solutions nouvelles. Les pauvres savent que quelque chose de nouveau pourrait surgir... ils mettent tout en oeuvre pour se libérer de l'esclavage économique, de la dépendance séculaire, ils veulent s'organiser. Mais à cet espoir créateur, inventif, déterminé, on oppose une "guerre de faible intensité" en répercutant d'abord l'idéologie que ces tentatives de vie nouvelle sont marxistes, communistes, afin que l'espoir des pauvres soit perçu par les pays riches du premier monde comme un danger, une menace contre laquelle, dans un deuxième temps il sera justifié d'intervenir militairement. On le voit : l'étiquette de marxiste-léniniste accolée au Nicaragua, c'est le **prétexte qui rend légitime** l'intervention militaire.

"Le Nicaragua n'est pas attaqué parce qu'il serait marxiste-léniniste, écrit Javier Gorostiaga (2). Il est attaqué parce qu'**il commence à être un nouveau terme de référence pour les changements sociaux dans le tiers-monde.**"

Guerre de faible intensité et réflexion théologique

Cette guerre perverse comporte une dimension théologique évidente car elle a directement à voir avec le plan religieux :

- on assiste au Nicaragua à une manipulation du sentiment religieux, de la pratique religieuse, de l'évangélisation. Les sandinistes, on l'a vu, sont étiquetés "communistes", donc méchants. La plus récente tactique de la hiérarchie catholique avec son chef de file le Cardinal Obando y Bravo est de pousser l'idée que les chrétiens engagés dans un projet de société nouvelle ne sont pas d'authentiques catholiques mais qu'ils forment une nouvelle secte religieuse. De là, expulsion des temples et des organisations militantes catholiques des personnes impliquées dans les projets socio-politiques du gouvernement sandiniste.

- cette guerre s'attaque aussi à la capacité de

résistance et d'organisation des pauvres : elle mine de l'intérieur les énergies, les solidarités, les raisons de vivre d'un peuple décidé à vaincre une économie déjà de survivance.

- c'est une guerre qui s'attaque de front aux valeurs évangéliques présentes dans un projet de société bâti sur la justice, le partage, à partir des besoins fondamentaux des pauvres.

Ce n'est pas un hasard si la principale organisation chargée de "penser" cette guerre de faible intensité est "l'Institut pour la Religion et la Démocratie" qui, nous dit le Père Gorostiaga, "consacre pour la première fois des millions de dollars à penser théologiquement comment affaiblir, comment détruire... C'est une théologie pour la mort face à la théologie de la libération qui est théologie pour la vie des pauvres."

Pour conclure...

Un des effets majeurs recherchés par la doctrine Shultz, c'est l'affaiblissement de la solidarité internationale. Le Nicaragua n'est plus "sur la carte". On donne l'impression qu'il ne s'y passe plus grand-chose. On peut donc, dans un programme de revue internationale de l'année, classer ce pays parmi les "conflits résolus"... sans plus! On peut même souligner les grandes pertes causées en Jamaïque par l'ouragan Gilbert et ignorer l'ouragan Joan, celui qui a ravagé le Nicaragua de la côte est à la côte ouest; celui qui a fait disparaître les villes de Bluefields, de Corn Island et de El Rama; celui qui a détruit des centaines de kilomètres de forêt et de culture. Eh oui ! on peut même oublier ce drame aux dimensions incalculables pour une économie déjà si durement touchée par une banale... "guerre de faible intensité".

(1) **Le Monde Diplomatique**, mars 1986 "Les conflits de faible intensité " la nouvelle doctrine d'intervention américaine

par Michael T. Klare, professeur à Hampshire College, Amherst, Massachusetts.

(2) In **CRIE**, 23 août 1988. Javier Gorostiaga, S.J.

Horizonte geopolitico y Teologia de la liberacion .

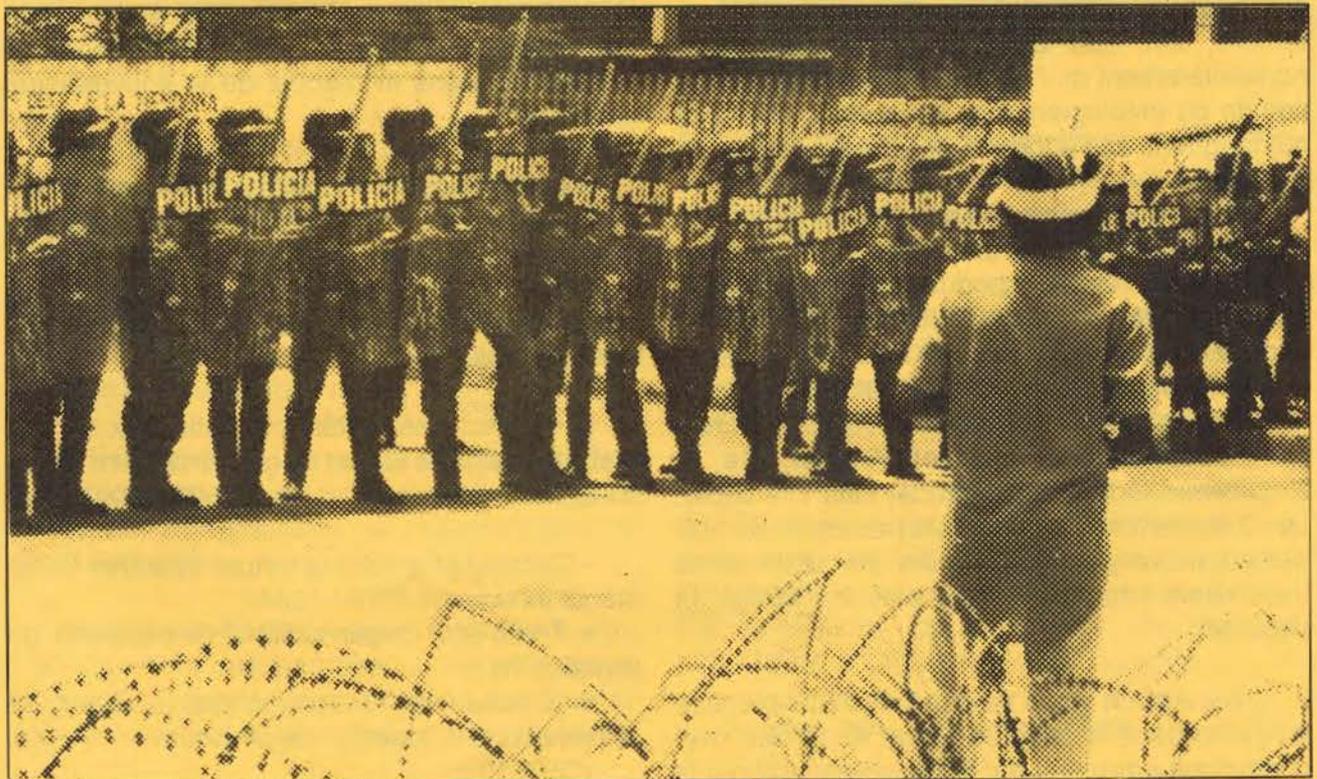
La situation des droits humains au El Salvador

par Jeanne Fontaine et José Paz

Un an après la signature des Accords de paix ESQUIPULAS II qui stipulent que les gouvernements de l'Amérique centrale devront s'engager à mettre en oeuvre un processus démocratique qui promeuve la justice sociale et le respect des droits de la personne, on constate que le nombre de violations de ces droits s'est fortement accru en El Salvador, surtout au cours des derniers mois. La responsabilité de ces violations est attribuable au gouvernement salvadorien, à l'armée, aux forces de sécurité, de même qu'aux escadrons de la mort qui leur sont directement liés. Tous jouissent d'une immunité quasi totale du fait qu'il n'y a pas de système judiciaire indépendant dans le pays. Les escadrons de la mort, avec des moyens logistiques fournis par l'armée, frappent de façon sélective les dirigeants d'organisations populaires

et syndicales, des mouvements d'étudiants, et de paysans. On se rappelle qu'il y a un an, les président de la Commission (non-gouvernementale) des droits humains, Herbert Anaya, était assassiné et qu'aucune accusation n'a été portée encore. L'assassinat est pratique courants de même que l'usage de la torture et des traitements cruels et inhumains à l'encontre des opposants politiques ainsi que de représentants de toutes les catégories de la population, suspects aux yeux de l'autorité.

Ainsi, le 21 septembre 1988, 10 paysans (hommes et femmes), soupçonnés d'être en faveur de la guérilla, et résidant à San Francisco, département de San Vicente, ont été tués par des soldats de la 5ème brigade de l'armée. Tous portaient des marques de balles dans le visage et le crâne et avaient été défigurés afin de rendre



l'identification difficile, tel qu' attesté par le Bureau d'aide juridique de l'archevêché de San Salvador.

Les forces de la sécurité essaient de contrer les aspirations de la majorité en étouffant violemment toute manifestation de protestation contre l'injustice sociale permanente, illustrée par les chiffres suivants: 70% de la population vit dans des conditions de grande misère, taux de chômage et de sous-emploi: 70%; des enfants souffrent de malnutrition; taux de mortalité infantile de 71/1000, contre 8.9/1000 au Québec. (C.F. El Salvador aujourd'hui-1988; CISO). Les droits de grève, de manifestation, ne sont pas respectés. Protester est considéré comme un acte subversif. On peut citer à ce sujet l'attaque à la dynamite contre le local de l'Union nationale des travailleurs et travailleuses salvadoriens (UNTS) le 1er mai 1988; la charge de la police nationale contre 3 manifestations, entre juillet et septembre, qui a fait des dizaines de blessés et de détenus. Le 13 septembre, lors de deux manifestations d'étudiants universitaires à San Salvador et Santa Ana, 240 civils ont été arrêtés et une centaine, battus et blessés.

Cette situation de détérioration a été dénoncée le 1er septembre par la sous-commission des droits humains à l'O.N.U. qui réclamait une enquête approfondie à ce sujet. Le Parlement européen a également condamné, le 15 septembre, cet état de fait, à l'occasion plus particulièrement de l'assassinat par la Police nationale du théologien Jürg Weis et de ses deux compagnons salvadoriens, le 22 août dernier.

On voit que la répression s'adresse même aux étrangers dans le but d'empêcher tout travail humanitaire auprès de la population civile. Ainsi, le 13 août, 3 citoyens belges ont été arrêtés dans le département de Morazan et 2 médecins anglais, dans le département de Chalatenango. Le 9 août, 15 espagnols eurent le même sort, à San Vicente. Le 13 septembre, Michael Kramer, de la République fédérale allemande, était intercepté. Le 23 septembre, 5 jeunes Allemands du Bureau oecuménique pour la paix ont été victimes de traitements inhumains de la part des forces de sécurité.

Il est aisé de voir à travers tout ce qui précède qu'existe dans le pays un climat de terreur psychologique entretenu par le gouvernement par le **6 Caminando, mars 1989**

truchement des moyens de communication qu'il contrôle et par la mise en vigueur récente d'une loi d'urgence par laquelle il militarise les entreprises publiques et interdit toute manifestation publique de protestation.

Le gouvernement représente et défend les intérêts d'une minorité privilégiée aux dépens de la majorité déshéritée. Il est soutenu, pour ne pas dire entretenu, par le gouvernement des Etats-Unis dont l'aide financière représente plus de deux millions de dollars par jour.

On ne peut pas rester neutre devant cet état de choses. La solidarité internationale et donc celle du peuple canadien est indispensable pour amener un changement. Cette solidarité peut se manifester en faisant pression auprès du gouvernement canadien pour que soient respectés les principes suivants:

1) l'application concrètes des Accords de paix Esquipulas II;

2) la défense des droits humains: exigence éthique que le gouvernement canadien ne peut éluder et qu'il doit traduire dans sa politique d'aide bilatérale au El Salvador.

3) adoption d'une politique conforme aux principes de développement, de justice sociale et de démocratie, favorable aux aspirations du peuple salvadorien dans le respect de la souveraineté nationale;

4) révision des mécanismes d'acheminement de l'aide bilatérale au El Salvador pour assurer que l'aide parvienne effectivement aux populations visées, en passant par des organismes indépendants de l'armée et du gouvernement salvadoriens.

5) respect des traités internationaux sur les droits humains de la part du gouvernement salvadorien:

- Convention contre la torture et autres traitements inhumains (ONU-1984);
- Traité sur l'organisation internationale du travail (ONU)
- Convention interaméricaine pour la prévention et la sanction de la torture (OEA-1985).

L'Église initie un débat national pour la paix

EL SALVADOR - Document final du "Débat National"

Les 3 et 4 septembre 1988, les délégués de soixante forces vives du pays se sont réunis au Collège de la Sainte-Famille pour l'assemblée publique du Débat national proposé par l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas.

Comme participants de cette assemblée nous désirons témoigner du climat de respect et de dialogue qui a présidé à notre rencontre, ce qui a permis de travailler de façon intense et responsable selon une méthode efficace et souple.

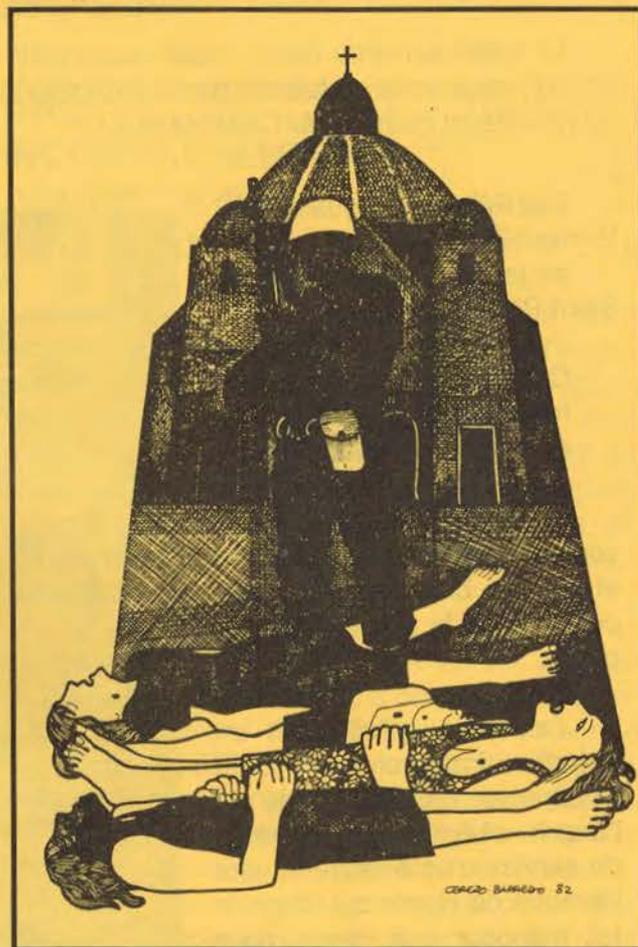
Pour l'élaboration du document final, nous sommes partis du document de synthèse préparé en toute objectivité par la Commission d'organisation, sur la base des réponses données par cinquante-trois des organisations qui avaient reçu un questionnaire en six points. Le document final, dans sa structuration, suit rigoureusement l'ordre de ce questionnaire. Il contient les propositions qui ont été approuvées par au moins 50% des forces sociales présentes à l'assemblée.

Sur les soixante-trois forces sociales invitées, le Collège des architectes d'El Salvador, l'Unité Albert Einstein et l'Unité populaire démocratique étaient absents.

Les délégués des organisations ayant participé à l'assemblée publique du débat national ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

a) Exhorter les partis politiques à intégrer dans leur programme de gouvernement les points de consensus relevés dans le document final du débat national.

b) Lancer un appel aux organisations invitées, mais qui n'ont pas participé au débat national, ainsi qu'aux autres forces sociales non invitées pour qu'elles reprennent à leur compte les points



de consensus et qu'elles participent activement au Débat national pour la paix.

c) Demander à l'organisme permanent du Débat national, approuvé en assemblée publique, de mener les actions nécessaires permettant de garantir le respect des accords et d'assurer leur suivi dans le cadre du Débat national pour la paix.

d) Solliciter du gouvernement salvadorien et du FDR-FMLN le respect des résolutions du document final du Débat national en se mettant immédiatement d'accord sur un cessez-le-feu et sur la relance du processus de dialogue-négociation pour la paix en El Salvador.

Source: DIAL, décembre 1988

Épître à un Romain

LETTRE DE MGR PEDRO CASALDALIGA AU
PAPE JEAN-PAUL II

La lettre suivante date... mais seulement chronologiquement. Comme elle reste "fer encore chaud", nous vous en faisons part aujourd'hui dans sa traduction intégrale, pour faire suite au dossier du précédent numéro du CAMINANDO.

São Félix do Araguaia, le 22
février 1986

en la fête de la Chaire de
Saint Pierre

Cher Pape Jean-Paul II
frère en Jésus Christ
et pasteur de notre Église,

Il y a bien longtemps que je
voulais vous écrire cette lettre
et depuis bien longtemps j'y
pense et je la médite dans la
prière.

J'aimerais qu'elle soit un
entretien fraternel - en toute
sincérité et dans la liberté de
l'Esprit - et également un geste
de service d'un évêque envers
l'évêque de Rome qui, dans la
foi, est pour moi Pierre, pour
moi co-responsabilité
ecclésiale, pour moi collégialité
apostolique.

Voici dix-huit ans que je suis
au Brésil où je suis volontaie-
ment venu, comme mission-
naire. Je ne suis jamais re-
tourné dans mon pays natal,
l'Espagne, pas même au mo-
ment de la mort de ma mère. Je
n'ai jamais pris de vacances
durant tout ce temps. Je ne suis
pas sorti du Brésil en dix-sept
ans. J'ai vécu et travaillé dans
le nord-est de l'État du Mato
Grosso, comme premier prêtre
installé en permanence dans



Dom Pedro Casaldaliga, évêque de Sao Felix au Brésil

cette région. Voici quinze années que je suis évêque de la prélature de São Félix do Araguaia.

ESCLAVAGISME ET VIOLENCE*

Le territoire de la prélature est situé en Amazonie légale du Brésil et s'étend sur 150 000 km². Il ne comporte pas encore un seul mètre de route goudronnée (1). Ce n'est que récemment qu'a été installé le téléphone. La région est souvent isolée ou d'accès très précaire en raison des pluies et des inondations qui rendent les routes impraticables. C'est une zone de grands domaines fonciers, nationaux et multinationaux, avec des exploitations agricoles d'élevage de centaines de milliers d'hectares, avec une main d'œuvre vivant souvent en régime de violence et de semi-esclavage. J'accompagne depuis longtemps la vie dramatique des Indiens, des "posseiros" (petits paysans sans titre de propriété) et des péons (ouvriers agricoles des domaines). La population de la prélature a - dans son ensemble - été contrainte à une vie précaire, sans les services adéquats d'éducation, de santé, de transport, de logement, de sécurité juridique et surtout, sans terre garantie pour travailler.

Sous la dictature militaire, le gouvernement a essayé par cinq fois de m'expulser du pays. La prélature comme telle a été - à quatre reprises - la cible d'opérations militaires de contrôle et de pression. Ma vie et celle de plusieurs prêtres et agents de pastorale de la prélature ont fait l'objet de menaces de mort et ont été mises à prix publiquement. Plusieurs fois, ces mêmes prêtres et agents de pastorale, et moi-même, avons été arrêtés, certains d'entre eux également torturés. Le P. François Jentel a été arrêté, maltraité, condamné à dix ans de prison, puis expulsé du Brésil, avant de mourir finalement en exil, loin de son pays de mission. Les archives de la prélature ont été violées et pillées par l'armée et la police. Le bulletin de la prélature a été falsifié, dans une édition pirate faite par les organismes de répression du régime, et a été divulgué sous cette forme auprès de la grande presse pour nourrir les accusations contre la prélature.

A l'heure actuelle, trois agents de pastorale sont encore sous le coup de trois procès en justice sur la base d'accusations fausses. Personnellement j'ai été directement témoin de morts violen-

tes, comme celle du prêtre jésuite João Bosco Penido Burnier, assassiné à mes côtés par la police alors que nous nous présentions tous les deux au commissariat-prison de Ribeirão Bonito pour protester officiellement contre les tortures auxquelles étaient soumises deux femmes, cultivatrices, mères de famille, injustement détenues.

UNE INCOMPRÉHENSION PORTEUSE DE SOUFFRANCE

Tout au long de ces années les incompréhensions et les calomnies se sont multipliées de la part des grands propriétaires terriens - dont aucun ne vit dans la région - ainsi que d'autres puissants du pays et de l'étranger. Dans l'Église, également, certaines incompréhensions sont nées chez des frères qui ignorent la réalité du peuple et de la pastorale au sein de ces régions éloignées et violentes où le peuple, souvent, ne peut compter que sur la voix de l'Église cherchant à se mettre à son service.

En plus de ces souffrances vécues dans le cadre de la prélature, il m'est revenu comme responsable national de la Commission pastorale de la terre (CPT) et membre du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), de suivre de près les tribulations et même la mort de nombreux Indiens, paysans, agents de pastorale et personnes engagées dans la cause de ces frères auxquels la rapacité du capital ne donne même pas la possibilité de survivre. Parmi eux l'Indien Marçal, un Guarani, qui vous avait personnellement salué à Manaus au nom des peuples indiens du Brésil (2).

C'est le Dieu vivant, père de Jésus, qui va nous juger. Permettez-moi cependant d'ouvrir mon cœur à votre cœur de frère et de pasteur. Vivre dans des conditions aussi extrêmes, être poète et écrire, entretenir des contacts avec des "personnes" et des milieux du monde de la communication ou aux frontières (de par l'âge, l'idéologie, l'altérité culturelle, la situation sociale, ou en raison des services d'urgence qu'ils rendent), tout cela peut conduire à poser des gestes et prendre des positions en dehors de l'ordinaire et parfois incommodes pour la société établie.

Comme frère et comme pape que vous êtes
Caminando, mars 1989, 9

pour moi, je vous prie d'accepter l'intention sincère et la volonté passionnément chrétienne et ecclésiale tant de cette lettre que de mes attitudes.

Le Père m'a fait la grâce de ne jamais abandonner la prière tout au long d'une vie plus ou moins agitée. Il m'a préservé de tentations majeures contre la foi et la vie consacrée. Et il m'a accordé de pouvoir toujours compter sur la force des frères, dans une communion ecclésiale riche de rencontres, d'études, d'aide. C'est certainement pour cela, je pense, que je ne me suis pas écarté du chemin de Jésus et, je l'espère, que je continuerai jusqu'au bout sur ce chemin qui est la Vérité et la Vie.

Je regrette de vous importuner par cette longue lettre à lire, alors que tant de services et tant de préoccupations pèsent déjà sur vous.

Ce qui m'a finalement amené à vous écrire ce sont les deux lettres du cardinal Gantin, préfet de la Congrégation pour les évêques, et une communication de la nonciature que j'ai reçues ces derniers temps. Ces trois missives me pressaient de faire ma visite ad limina, questionnaient certains aspects de la pastorale de la prélature et censureraient mon voyage en Amérique centrale.

Je me sens quelque peu petit et en quelque sorte bien loin dans mon Amazonie brésilienne et dans cette Amérique latine si agitée et souvent incomprise.

J'ai cru bon de me faire précéder par cette lettre. Il m'a semblé que, seul, un contact calmement personnel entre nous deux, par le biais d'un écrit réfléchi et clair, me donnerait la possibilité de m'approcher vraiment de vous.

Car l'autre façon majeure de nous rencontrer est déjà assurée : je prie pour vous tous les jours, cher frère Jean-Paul II.

DES THEMES, DES SITUATIONS ET DES PRATIQUES CONTROVERSÉS

Ne prenez pas pour de l'impertinence les allusions que je serai amené à

faire à des thèmes, à des situations et à des pratiques qui font depuis des siècles l'objet de
10 Caminando, mars 1989



controverses dans l'Église, qui sont même contestés, aujourd'hui surtout où l'esprit critique et le pluralisme ont aussi fait une entrée bruyante dans la vie ecclésiastique. Aborder une nouvelle fois des sujets plutôt dérangeants, en m'adressant au pape, est ma façon d'exprimer notre co-responsabilité en écho à la voix de millions de frères catholiques - comme de nombreux évêques - et de frères non catholiques, protestants, d'autres religions, humains. En tant qu'évêque de l'Église catholique, je peux et je dois apporter à notre Église cette contribution : penser ma foi à voix haute et exercer, dans la liberté d'une famille, le service de la collégialité dans la co-responsabilité. Se taire, laisser faire avec un certain fatalisme l'inertie de structures séculaires, ce serait beaucoup plus commode. Je ne pense cependant pas que ce serait plus chrétien ni même plus humain.

De même qu'en parlant, en exigeant des réformes, en prenant des attitudes nouvelles, on peut causer du "scandale" chez des frères vivants dans des situations plus tranquilles ou moins critiques, de même pouvons-nous causer du "scandale" chez de nombreux frères se situant en d'autres contextes sociaux ou culturels, plus ouverts à la critique et soucieux du renouveau de l'Église - toujours une et semper renovanda - si nous nous taisons, si nous acceptons la routine ou si nous prenons sans discernement des mesures univoques.

Sans "s'ajuster au monde" l'Église de Jésus



doit, pour être fidèle à l'Évangile du Royaume, être attentive aux " signes des temps " et des lieux; elle doit annoncer la Parole en fonction de la culture et de l'histoire, et selon un témoignage de vie et une pratique tels que les hommes et les femmes de chaque temps et de chaque lieu puissent entendre cette Parole et soient encouragés à l'accepter.

Concrètement, en ce qui concerne le domaine social, nous ne pouvons dire en toute vérité que nous avons déjà fait le choix des pauvres. D'abord parce que nous ne partageons pas dans nos vies et dans nos institutions la pauvreté réelle qu'ils vivent. Ensuite parce que nous n'agissons pas, face à la " richesse de l'iniquité ", dans la liberté et la fermeté qui étaient celles du Seigneur. Le choix des pauvres - qui n'est jamais l'exclusion de la personne des riches, car le salut est offert à tous et le ministère de l'Église est dû à tous - exclut par contre le mode de vie des riches, " une insulte à la misère des pauvres ", et leur système d'accumulations et de privilèges qui se solde nécessairement par la spoliation et la marginalisation de l'immense majorité de la famille humaine, des peuples et des continents entiers.

Je n'ai pas fait la visite ad limina, pas même après avoir reçu comme d'autres le rappel de cette pratique par la Congrégation pour les évêques. Je voudrais et je veux aider le Siège apostolique à revoir les modalités de cette visite. J'entends des critiques de la part de nombreux évêques qui la

font : tout en reconnaissant qu'elle est l'occasion d'un contact avec les dicastères romains et d'une rencontre cordiale avec le pape, elle se révèle incapable de permettre un véritable échange, dans la collégialité apostolique, entre les pasteurs des Églises particulières et le pasteur de l'Église universelle. On fait une dépense importante, on prend des contacts, on respecte une tradition. Mais respecte-t-on la tradition de *videre Petrus* et d'aider Pierre à voir toute l'Église? L'Église n'aurait-elle pas aujourd'hui d'autres modalités plus efficaces pour échanger, prendre des contacts, procéder à une évaluation, et exprimer la communion des pasteurs et de leurs Églises avec l'Église universelle, plus concrètement qu'avec l'évêque de Rome?

Personne ne peut exiger du pape une connaissance détaillée des Églises particulières ou lui demander des solutions concrètes à leurs problèmes pastoraux. Pour cela nous sommes là, pasteurs, ministres et conseils pastoraux de chacune des Églises. C'est pour cela qu'il y a aussi les conférences épiscopales qui, à mon sens et dans l'opinion de beaucoup d'autres, ne sont pas suffisamment valorisées et sont même ignorées ou injustement visées à travers certains comportements d'instances de la Curie romaine. Si les conférences épiscopales ne sont pas " théologiques " ou " apostoliques " comme telles - elles pourraient effectivement ne pas exister et l'Église a marché sans elles - on ne peut pas dire non plus que les curies sont " apostoliques " ou " théologiques ", y compris la Curie romaine : Pierre a présidé et gouverné l'Église de façon différente selon les époques.

Le pape a besoin d'un corps d'auxiliaires, comme en ont besoin tous les évêques de l'Église; encore devrait-il toujours être un corps allégé et davantage participatif. Pour beaucoup d'entre nous, frère Jean-Paul II, certaines structures de la Curie romaine ne répondent pas au témoignage de simplicité évangélique et de communion fraternelle que le Seigneur et le monde attendent de nous; elles n'expriment pas, par leurs comportements parfois centralisateurs et autoritaires, une véritable catholicité; elles ne respectent pas toujours les exigences d'une co-responsabilité adulte ni même, parfois, les droits fondamentaux de la personne humaine ou des différents peuples. Certains secteurs de la Curie romaine font

souvent preuve de préjugés, de réception unilatérale dans les informations et même d'attitudes faites plus ou moins consciemment d'ethnocentrisme culturel européen face à l'Amérique latine, à l'Afrique et à l'Asie.

En toute objectivité et sérénité, on ne peut nier que la femme continue d'être fortement marginalisée dans l'Église, de par la législation canonique, la liturgie, les ministères et la structure ecclésiastique. Devant une foi et une communauté fondées sur cette Bonne Nouvelle qu'il n'y a plus "ni juif ni grec, ni esclave ni homme libre, ni homme ni femme", une telle discrimination de la femme dans l'Église ne peut en aucun cas se justifier. Des traditions culturelles masculines, qui ne peuvent annuler la nouveauté de l'Évangile, expliquent peut-être le passé; elles ne justifient pas le présent et encore moins l'avenir immédiat.

Un autre point, délicat en lui-même et très sensible à votre cœur, frère Jean-Paul, c'est celui du célibat. Personnellement je n'ai jamais douté de sa valeur évangélique et de sa nécessité pour la plénitude de la vie ecclésiale, comme charisme du service du Royaume et comme témoignage de notre glorieuse condition à venir. Je pense cependant que nous ne sommes ni compréhensifs ni justes envers les milliers de prêtres, dont nombre d'entre eux en situation dramatique, qui ont accepté le célibat sous la contrainte, comme exigence actuellement liée au ministère sacerdotal dans l'Église latine. Par la suite, en raison d'une telle exigence mal assumée, ils ont dû quitter le ministère et n'ont toujours pas pu régulariser leur vie ni dans l'Église, ni parfois devant la société.

POUVOIR ET DIMENSION POLITIQUE DANS L'ÉGLISE

Le Collège des cardinaux est parfois privilégié, en ce sens qu'il

jouit de pouvoirs et de fonctions qui s'harmonisent difficilement avec les droits antérieurs et les fonctions plus ecclésialement naturelles du Collège apostolique des évêques comme tel.

En ce qui concerne les nonciatures, j'en ai personnellement une triste expérience. Vous connaissez mieux que moi la réclamation constante de conférences épiscopales, d'évêques, de prêtres, de larges secteurs d'une Église devant une institution aussi notoirement diplomatique

dans la société et menant fréquemment une action parallèle à celle des évêques.

Jean-Paul, mon frère, permettez-moi encore un mot de critique fraternelle à l'adresse du pape lui-même. Même si sont traditionnels les titres de "Très Saint Père", "Votre Sainteté" - tout comme le sont d'autres titres ecclésiastiques comme "Éminentissime", "Excellentissime" - ils n'en sont pas moins, à l'évidence, peu évangéliques et ils sont même extravagants humainement parlant. "Ne vous faites pas appeler pères ou maîtres", dit le Seigneur. Il serait également plus évangélique - et aussi plus accessible à la sensibilité actuelle - de simplifier le costume et les gestes, et de réduire les distances dans notre Église.

Je pense aussi qu'il serait très apostolique que vous exigiez une évaluation en toute liberté et participation sur vos voyages, si généreux et même héroïques sous de nombreux aspects, et cependant si contestés, à mon sens pas toujours sans raison. De tels voyages ne heurtent-ils pas l'oecuménisme, en vertu du témoignage de Jésus demandant au Père que nous soyons un? Ne heurtent-ils pas la liberté religieuse dans la vie publique pluraliste? Ces voyages ne sont-ils pas l'occasion de grandes dépenses pour les Églises et les États, en attribuant de ce fait une certaine omnipotence et des privilèges civico-politiques à l'Église catholique à travers la personne du pape, toutes choses irritantes pour les autres?

Pourquoi ne pas réexaminer, à la lumière de la foi et au bénéfice de l'oecuménisme, comme témoignage donné au monde, la condition d'État dans laquelle se présente le Vatican et en fonction de laquelle la personne du pape est investie d'une dimension explicitement politique faisant obstacle à la liberté et à la transparence de son ministère de pasteur universel de l'Église?

Pourquoi ne pas se décider, dans la liberté évangélique et avec réalisme, pour un profond renouvellement de la Curie romaine?

LA QUESTION NICARAGUAYENNE

Je sais la souffrance que vous avez causée votre voyage au Nicaragua. Même ainsi, j'ai le devoir de vous donner mon sentiment, partagé par beaucoup d'autres personnes: vos conseillers, et votre attitude même, n'ont pas contribué à ce que ce



voyage, extrêmement critique et par ailleurs nécessaire, connaisse un déroulement plus heureux et, surtout, plus évangéliste. Une blessure s'est ouverte dans le coeur de nombreux Nicaraguayens et de nombreux Latino-Américains, tout comme vous avez été blessé dans votre coeur.

Je suis allé l'année dernière au Nicaragua. C'était la première fois que je sortais du Brésil après dix-sept ans de permanence dans le pays. En vertu de l'amitié qui me lie depuis longtemps à de nombreux Nicaraguayens, par contacts personnels ou par lettre, j'ai estimé que je devais être présent, comme personne humaine et comme évêque de l'Église, à un moment d'agression politico-militaire très grave et de grande souffrance intérieure.

Je n'entendais pas me substituer à l'épiscopat local ni le sous-estimer. J'ai cru cependant que je pouvais - et même que je devais - aider ce peuple et cette Église. C'est ce que j'ai fait savoir par écrit

aux évêques du Nicaragua dès mon arrivée dans le pays. J'ai essayé de parler personnellement avec certains d'entre eux, mais je n'ai pas été reçu. La hiérarchie nicaraguayenne se situe ouvertement d'un côté; de l'autre, il y a des milliers de chrétiens auxquels l'Église se doit aussi.

Je pense que notre Église - je me sens aussi Église du Nicaragua en tant que chrétien et en tant qu' évêque de l'Église - ne donne officiellement

pas dans ce pays meurtri, et cela avec des répercussions négatives en Amérique centrale, aux Caraïbes et dans l'ensemble de l'Amérique latine, le témoignage qu'elle devrait donner en condamnant l'agression, en prônant l'autodétermination de ces peuples, en consolant les mères des victimes de la guerre et en célébrant dans l'espérance la mort violente de tant de frères, pour la plupart des catholiques.

SOUHAIT D'UNE ÉGLISE EN DIALOGUE AVEC L'HISTOIRE

Ne serait-ce qu'avec le socialisme ou avec le sandinisme que l'Église ne peut dialoguer? Pourquoi ne le pourrait-elle pas de façon critique, comme elle se doit de dialoguer de façon critique avec la réalité humaine? L'Église pourrait-elle cesser de dialoguer avec l'histoire? Elle a bien dialogué avec l'empire romain, avec la féodalité. Et elle dialogue volontiers avec la bourgeoisie et avec le capitalisme, très souvent sans esprit critique, ainsi qu'elle a dû le reconnaître ultérieurement dans une réflexion sur l'histoire. Ne dialogue-t-elle pas avec le gouvernement Reagan? L'Empire nord-américain mériterait-il davantage de considération de la part de l'Église que le petit Nicaragua dans sa marche douloureuse vers l'affirmation de soi, à terme, certes en prenant des risques y compris celui de se tromper, mais en étant lui-même?

Le danger du communisme ne sera pas la justification de notre omission devant l'histoire ou de

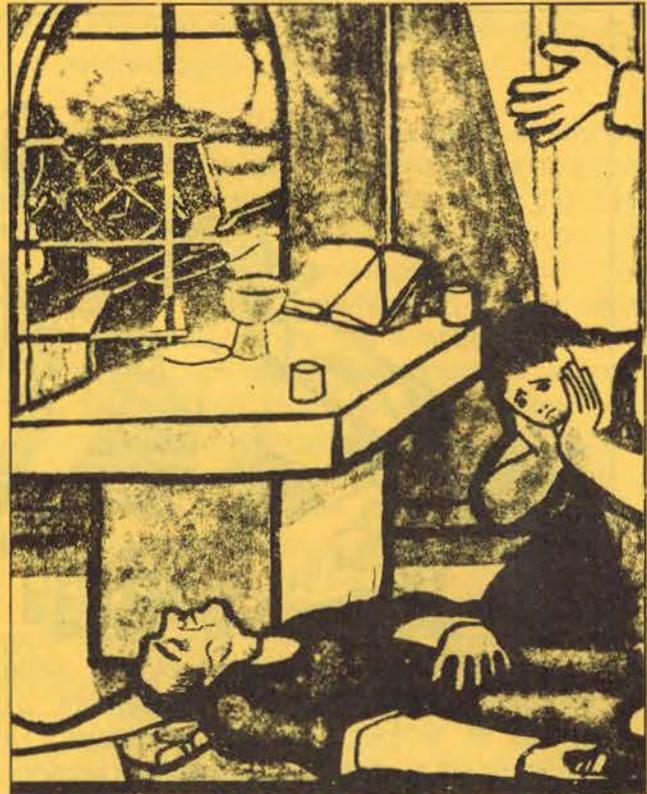
notre connivence avec le capitalisme. Mais cette omission ou cette connivence risque d'être, un jour, la "justification" dramatique de la révolte, de l'indifférence religieuse, voire de l'athéisme de beaucoup, surtout parmi les militants et dans les nouvelles générations. La crédibilité de l'Église - celle de l'Évangile de Dieu le Père de Notre Seigneur Jésus-Christ - dépend en grande partie de notre ministère, sous le signe de l'esprit critique oui, mais engagé dans la cause des pauvres et dans la libération des peuples séculièrement dominés par les empires successifs et les oligarchies.

Vous-même, comme polonais, êtes très personnellement en condition de comprendre de tels efforts. Votre Pologne natale, si meurtrie et si forte, frère Jean-Paul, tant de fois envahie et occupée, privée de son autonomie et menacée dans sa foi par des empires voisins (Prusse, Allemagne nazie, Russie, Empire austro-hongrois), votre Pologne est la soeur jumelle de l'Amérique centrale et des Caraïbes, tant de fois occupées par l'Empire du nord! Les États-Unis ont envahi le Nicaragua en 1898; ils sont revenus avec leurs marines de 1909 à 1933, pour laisser ensuite une dictature qui a duré jusqu'en 1979. Haïti a été sous occupation de 1915 à 1934. Puerto Rico continue aujourd'hui d'être occupé depuis 1902. Cuba a connu à plusieurs reprises des invasions et des occupations, de même que les autres pays de la région, en particulier le Panama, le Honduras et la République dominicaine. Plus récemment Grenade a connu le même sort. Les États-Unis exportent dans ces pays leurs sectes qui divisent le peuple de l'intérieur et menacent la foi catholique et la foi des autres Églises évangéliques qui y sont installées.

THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION ET CURIE ROMAINE

Je connais également vos préoccupations apostoliques à

propos de notre théologie de la libération, des communautés chrétiennes dans les milieux populaires, de nos théologiens, de nos rencontres, de nos publications et autres manifestations de vitalité de l'Église en Amérique latine, ainsi que d'autres Églises du tiers-monde, de certains secteurs d'Église en Europe et en Amérique du nord. Ce serait ignorer votre mission de pasteur universel que de prétendre que vous n'avez pas à



vous intéresser à tout ce mouvement ecclésial - et encore moins à vous en préoccuper - surtout quand on sait que l'Amérique latine représente concrètement presque la moitié des membres de l'Église catholique.

De toute façon, je m'excuse encore une fois de vous adresser une parole réfléchie sur la manière dont sont traités par la Curie romaine notre théologie de la libération et ses théologiens, certaines institutions ecclésiastiques - comme la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), en certains cas - et initiatives de nos Églises, des communautés souffrantes du continent et leur animateurs.

Devant Dieu je peux témoigner en faveur des communautés et des agents de pastorale avec lesquels je suis entré en contact au Nicaragua. Ils n'ont jamais prétendu être une Église "parallèle". Ils n'ignorent pas la hiérarchie dans ses fonctions légitimes; ils ont conscience d'être Église et expriment la volonté sincère de demeurer dans l'Église. Pourquoi ne pourrait-on penser que certaines causes de ce genre de conflits dans la pastorale puissent également provenir de la hiérarchie? Nous, les membres de la hiérarchie, nous ne reconnaissons pas en fait les laïcs comme adultes et co-responsables en Église, ou

bien nous cherchons à imposer des idéologies et des styles personnels en exigeant l'uniformité et en nous retranchant dans le centralisme.

Je viens de recevoir la dernière lettre du cardinal Gantin, préfet de la Congrégation pour les évêques. Le cardinal, entre autres admonestations, m'y rappelle la visite apostolique dont j'ai fait l'objet ainsi que la prélature de São Félix do Araguaia en 1977 (3). Je tiens simplement à vous faire savoir que cette visite a été provoquée par les dénonciations, ou les calomnies, d'un frère dans l'épiscopat; que le visiteur apostolique a passé quatre jours seulement à São Félix, sans visiter aucune communauté, en acceptant uniquement de parler avec de rares personnes et de voir les archives de la prélature, après que nous ayons insisté pour qu'il le fasse. Ni lui ni la nonciature ni le Saint-Siège ne m'ont jamais communiqué les conclusions de cette visite, même après que j'en aie expressément fait la demande.

**RÉAFFIRMATION
D'UN ENGAGEMENT,
D'UNE SOLIDARITÉ**

Pour finir je tiens à vous réaffirmer, cher frère dans le Christ et pape, ma communion indéfectible et la volonté sincère de poursuivre la route avec l'Église de Jésus, au service du Royaume. Je laisse à votre critère de Pierre de notre Église le soin de prendre la décision que vous jugerez utile envers moi, qui suis également évêque de l'Église. Je n'entends aucunement créer des problèmes inutiles. Je veux aider, de façon responsable et collégiale, à ce que la mission d'évangélisation de l'Église soit menée à bien, en particulier ici au Brésil et en Amérique latine. Parce que je crois en la permanente actualité de l'Évangile et en la présence toujours libératrice du Seigneur ressuscité, je veux croire aussi en la jeunesse de son Église.

Si vous l'estimez opportun, vous pourrez m'indiquer une date à laquelle j'aille vous rendre visite personnellement.

Je me confie à votre prière de frère et de pontife. Je dépose entre les mains de Marie, mère de Jésus, le défi de l'heure. Je vous redis ma communion de frère en Jésus-Christ et, avec vous, je réaffirme ma condition de serviteur de l'Église de Jésus.

Avec votre bénédiction apostolique.

Pedro Casaldaliga
évêque de São Félix do Araguaia
Mato Grosso, Brésil

** Les inter-titres sont de nous.*

(1) Aujourd'hui, en 1988, la rue principale de São Félix est goudronnée. C'est le lieu de signaler que l'eau courante et l'électricité n'y ont été installées que récemment (NdT).

(2) A l'occasion du voyage du pape au Brésil en 1980. Marçal a été assassiné par deux tueurs à gages le 25 novembre 1983 (NdT).

(3) Le visiteur apostolique désigné par Rome était Mgr José Falcão, aujourd'hui cardinal de Brasilia. La visite apostolique faisait suite aux dénonciations de Mgr Sigaud contre Mgr Casaldaliga (NdT).

(Traduction DIAL) (No 1352 - 1er décembre 1988).



Martyr...

La loi des "pistoleros"

Francisco Mendes, écologiste et syndicaliste assassiné au Brésil

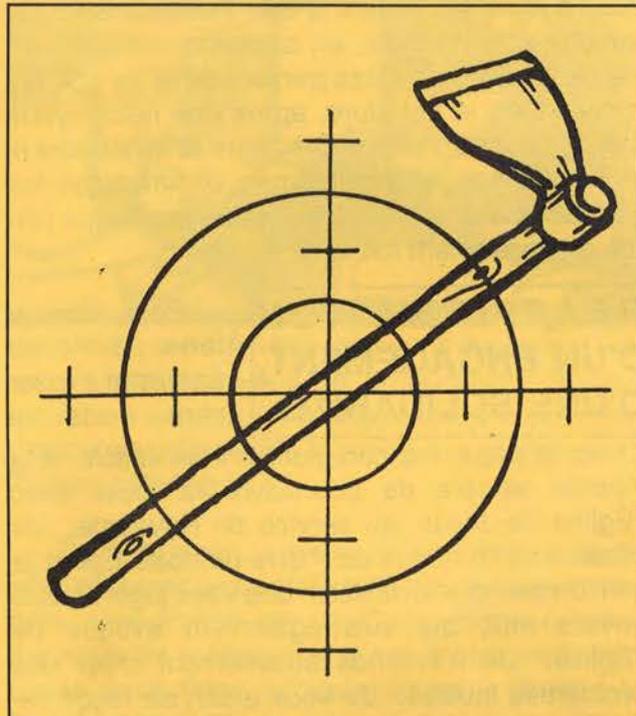
(Lettre parue dans la tribune libre du journal Le Devoir)

Le meurtre de l'écologiste brésilien Francisco Mendes, le 22 décembre 1988, n'était que la pointe d'un redoutable iceberg.

Dans son dernier ouvrage, intitulé *Un monde intolérable*, René Dumont décrit ainsi la situation au Brésil: «Les gouvernements successifs [...] font jouer les «lois» implicites du profit, au besoin contre les lois du pays, chaque fois que celles-ci essayaient de protéger les démunis.» Évidemment, lorsque l'État n'applique pas ses propres lois, la classe possédante n'hésite pas non plus à passer outre lorsque cela sert ses intérêts.

Pour le compte des propriétaires terriens, les pistoleros assassinent tous ceux qui s'opposent à l'extension des grands domaines fonciers: paysans refusant de céder leur maigre lopin, avocats travaillant pour la «Pastorale de la terre», etc. Et que font les autorités légales, pendant ce temps? Un rapport récent d'Amnistie internationale, au titre éloquent (Brésil: assassinats et complicités), nous donne la réponse: «Il existe des preuves accablantes que les autorités approuvent - et, qui plus est, soutiennent fréquemment - une campagne d'intimidation et d'assassinat menée par les propriétaires terriens.»

En plus de ce drame humain, la loi du profit risque de provoquer une catastrophe écologique, car les propriétaires terriens s'efforcent d'étendre leurs possessions aux dépens de la forêt amazonienne. Mais, précise René Dumont, «La



déforestation, partout dans le monde, augmente les émissions de gaz carbonique en réduisant la photosynthèse. On estime que le Brésil, avec la tragique recul de la forêt amazonienne, réalise 20% de ces gains mortels de CO-2, à l'échelle mondiale.» Le poumon de notre planète est rongé par un cancer.

Francisco Mendes, qui avait entrepris de défendre la forêt amazonienne, était parvenu à sensibiliser l'opinion mondiale; c'en était trop pour les propriétaires terriens, qui mirent sa tête à prix. Un pistolero fit le reste...

NICOLAS GILBERT
Longueuil, le 8 janvier.

DEUX BROCHURES BIBLIQUES DE CARLOS MESTERS TRADUITES EN FRANCAIS

Qui ne connaît pas Carlos Mesters, cet homme qui a fait des gens les plus simples du Brésil ses compagnons de route.

Animateur des Communautés de base, il est le bibliste le plus populaire en Amérique latine.

De nombreux lecteurs et lectrices reconnaissent se sentir profondément interpellés et éprouvent une grande joie à savourer - en sa compagnie intelligente et charismatique - les richesses inépuisables de la Parole de Dieu.

Deux de ses nombreuses brochures, issues de ses rencontres avec "le petit peuple" viennent de paraître aux Éditions Paulines :

La Bible, un livre fait en corvée (54 pages - 2,50 \$)

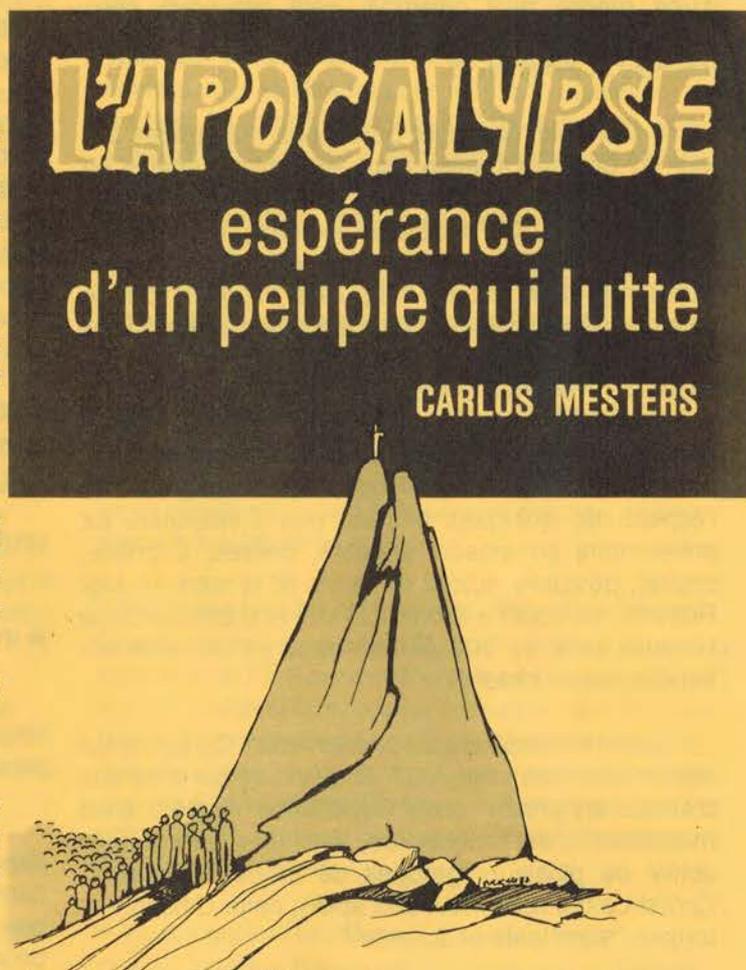
L'Apocalypse, espérance d'un peuple qui lutte (104 pages - 3,50 \$)

Deux livrets savoureux, riches de l'expérience de Frei Carlos, de ses larges connaissances bibliques et de sa grande foi dans le Seigneur, Maître de l'histoire.

C'est une bonne nouvelle que d'apprendre que ces petites perles qui viennent du Brésil soient disponibles chez-nous. Leur prix est à la portée de tous, leur qualité est à découvrir...

Ils sont en vente dans presque toutes les librairies, et ... bien sûr, à la Librairie des Éditions Paulines - 4362, rue St-Denis (métro Mont-Royal - tél. 849-3585).

On s'en reparlera...



Célébration Romero

par Marthe Lapierre

Quand on apprit le 24 mars 1980, qu'à El Salvador, Mgr Romero venait d'être assassiné en plein milieu d'une messe qu'il célébrait, cela provoqua chez plusieurs personnes au Québec un véritable choc, tristesse et indignation.

À Montréal, plusieurs personnes regroupées autour du Comité Chrétien pour les droits humains en Amérique latine (C.C.D.H.A.L.) se réunirent spontanément. On décida sur-le-champ de faire une Célébration du Vendredi Saint, (qui tombait quatre jours plus tard), dans laquelle on puisse exprimer tout ce qu'on ressentait d'intense face à cet événement. Sans se concerter, tous associaient spontanément cet assassinat révoltant à la croix et à la mort de Jésus. Un peu comme quand un deuil frappe une famille, on avait le goût de se réunir, de se retrouver entre nous, ceux pour qui cet homme, cet évêque, avait tant signifié. En l'espace de quelques heures, une Célébration fut entièrement composée, lectures, prières, Évangile, chants, gestuelle autour de la vie et la mort de Mgr Romero. Le bouche-à-oreille fit tant et si bien qu'on se retrouva près de 300 personnes à se recueillir ensemble, ce vendredi-là.

Comment expliquer ce phénomène? Qu'est-ce qui rassemblait tous ces gens? Et qu'est-ce qui a fait que d'année en année, cette Célébration Romero s'est maintenue, s'est renouvelée, avec une participation active de plusieurs groupes de milieux différents? Qu'est-ce qui rend, neuf ans après, cette Célébration toujours signifiante et actuelle?

Une seule explication possible: aujourd'hui comme hier, Mgr Romero est un prophète de notre Église. Sa parole a traversé les frontières. Sa vie et sa mort sont un témoignage poignant de la foi que veulent vivre des milliers de chrétien-ne-s à travers le monde. Sa vie et sa mort sont une actualisation de l'Évangile, actualisation bouleversante parce que près de nous, dans le temps et dans l'espace.

Mgr Romero est devenu un symbole pour tous les chrétien-ne-s qui à sa suite et au nom de leur foi, se sont engagé-e-s pour la justice, pour la libération des opprimé-e-s, pour les pauvres et les faibles, pour le respect des droits de tous et pour la paix. Et cela, en dénonçant les forces de mort de notre monde, les systèmes économiques qui étouffent les pauvres, les

dictatures qui oppriment, torturent et tuent, les producteurs de canons, et tout ceux qui contribuent à maintenir ce chaos universel parce qu'ils en profitent.

Cette Célébration Mgr Romero est donc née et continue aujourd'hui d'être le rassemblement et l'expression de foi et d'espoir des groupes où militent des chrétien-ne-s: groupes de solidarité avec l'Amérique latine et le Tiers-monde, mais aussi groupes d'aide aux réfugiés, groupes pour la paix, groupes d'action catholique avec les jeunes et les travailleurs, groupes de femmes, groupes pour la défense des droits humains, groupes de pastorale sociale, groupes d'immigrant-e-s, groupes de chômeurs, groupes pour la justice sociale etc.

Au cours des dernières années, la Marche-Célébration Romero a adopté des thèmes plus précis correspondant à la conjoncture du moment.

Ainsi, en 1986: Les disparus: Vivants, nous les voulons!

en 1987: Mieux qu'un abri, un chez-soi!

en 1988: La paix en Amérique centrale; oui je m'implique

par des choix précis

En 1989, nous marcherons et nous célébrerons sous le thème: Resterons-nous muets, donc complices?

Au fil des ans, la Célébration Romero est sortie dans la rue. Une marche prédède donc la célébration comme telle. Cette marche veut être le signe au monde que malgré l'apparente prospérité de notre monde, le désordre et l'injustice, l'oppression et la répression, tuent des millions de personnes en Amérique latine, étouffent et marginalisent des milliers de personnes ici. Cette marche veut aussi témoigner que pour vivre la foi chrétienne aujourd'hui, il faut à l'exemple de Mgr Romero, s'engager pour la justice sociale.

La Célébration elle-même est un temps fort de réflexion, de prière et de communion autour des textes bibliques et des témoignages actuels, qui nous ramènent à l'essentiel, au coeur de notre foi, de notre engagement et de notre espérance.

Voilà pourquoi cet anniversaire a continué d'être un événement important pour des centaines de personnes: C'est un des uniques moments où des chrétien-ne-s célèbrent explicitement leur engagement social en le rattachant à celui si profond de Mgr Romero.

Va-et-vient au Comité

• **Le Comité a reçu la visite de trois ami-e-s du Brésil,** vivant à Sao Luis dans le nord-est du pays. Pour l'occasion, nous avons organisé un petit souper-causerie le 9 février dernier qui a permis à une dizaine de personnes d'échanger avec nos invité-e-s. Ces trois jeunes Brésiliens travaillent dans la pastorale-jeunesse de leur diocèse. Ils sont aussi activement impliqués dans le mouvement de défense et de promotion des droits des Noirs. Au menu de notre soirée, nous avons aussi discuté de la militarisation, de la dette externe, de la protection de la forêt amazonienne, de la démocratie fragile et des communautés ecclésiales de base. Cette visite bien stimulante a été rendue possible grâce au concours de la **Jeunesse Étudiante Catholique** qui a organisé cet échange d'un mois entre des jeunes du Québec et du Brésil. Merci aussi aux communautés religieuses qui ont généreusement contribué au soutien matériel de cette visite.∞

• **Quelle belle session de formation...!** En effet le Comité a organisé un week-end de formation pour les militant-e-s du Comité, les 27 et 28 janvier derniers. Des gens des différents groupes de travail du Comité chrétien ont pu se voir, fêter et célébrer ensemble tout en prenant le temps de dégager une analyse globale de l'évolution de la conjoncture en Amérique latine depuis dix ans. Cette session a aussi été l'occasion de se "raconter" d'où vient notre engagement en solidarité avec les pauvres d'Amérique latine qui luttent pour leur libération. On a partagé nos motivations à continuer nos engagements et nous sommes revenus bien stimulés par cette rencontre qui avait le bonheur de se dérouler dans le merveilleux cadre champêtre de la "**Botte de Foin**", sympathique maison de campagne située à Dunham, propriété d'un collectif populaire. Le rendez-vous est lancé pour une autre session du genre l'an prochain. Au plaisir...∞

• **Iris Almeida** coordonnatrice au Comité depuis l'automne dernier nous quitte déjà. Nous avons tout juste eu le temps d'apprécier ses compétences, la pertinence de son analyse et son dévouement mais nous l'en remercions beaucoup. Ce fut un grand plaisir de militer avec elle. Nos routes continueront probablement de se croiser dans le réseau de la solidarité internationale puisque Iris sera à direction de **Partenariat Afrique-Canada**, une ONG qui a ses bureaux à Ottawa. Au Comité, Jean Robitaille qui était déjà à la coordination à temps partiel, continuera donc à assumer seul ces tâches pour l'instant. A bientôt Iris...∞

• **Les voyages forment la jeunesse... et la solidarité.** Autour du Comité, bien des gens ont eu l'occasion dernièrement de faire quelques visites en Amérique latine.

Clotilde Lemay, Gilles Rivet et Suzanne Loïsele, entres autres, sont au Nicaragua en février et en mars. **Denise Girard** nous revient du Brésil. Elle participe de plus à une soirée d'information à ce sujet organisée par le CPMO et le Comité le 15 mars. **Denise Caron**, quand à elle, est revenue d'une tournée organisée par le YMCA en **Amérique centrale**. Sitôt revenue, Denise prépare un nouveau stage au **Honduras** pour l'été ou l'automne prochain. Le comité Honduras dtrComité chrétien y est impliqué et ceux et celles qui souhaiteraient recevoir plus d'informations et peut-être même participer à ce stage de groupe au Honduras peuvent nous appeler au Comité.∞

• **Parlant du Comité Honduras**, nous tenons à vous informer et vous inviter aux rencontres d'auto-formation sur la situation au Honduras qui ont lieu à tous les deux samedis depuis le 11 février. Ces rencontres ont lieu de 1h30 à 3h30 aux bureaux du CEDAL, 3575 boul. St-Laurent à Montréal. Bienvenue à toutes et à tous qui désirent mieux connaître ce pays d'Amérique centrale qu'on occulte trop souvent du paysage politique de cette région "chaude" de la planète.∞

• **Des beaux voyages**, on a aussi la chance d'en faire au Québec. Effectivement, Jean Robitaille a fait récemment la promotion de l'**Événement Romero en Gaspésie**. Il a été merveilleusement bien reçu par nos ami-e-s du diocèse de Gaspé, des gens toujours très disponibles pour s'engager dans des projets pastoraux novateurs. Il est intéressant de rappeler également que l'**Événement Romero** qui aura lieu cette année le Vendredi-Saint sera souligné dans plusieurs diocèses au Québec.∞

• **Va-et-vient aussi au Conseil d'administration** du Comité: **Marilyn Hébert** qui était impliquée au Comité depuis plusieurs années et qui était membre du C.A. a dû mettre un terme à toute contribution au Comité. Elle vient en effet d'être nommée dernièrement à la nouvelle Commission sur le statut de réfugiés. Pour éviter tout conflit d'intérêts, Marilyn interrompt donc ses relations avec nous pour le temps de son mandat. En remplacement de Marilyn, le C.A. a nommé **Barbara Zertter** qui collabore depuis longtemps au travail du Comité et à la Coalition Romero.∞

• **En terminant**, une date importante à mettre à votre agenda: l'**assemblée générale annuelle** du Comité chrétien aura lieu le **5 avril prochain de 17h à 21h30** aux bureaux du Comité. Ce sera l'occasion de réfléchir ensemble sur les orientations du Comité et sur les priorités de travail pour l'année à venir.∞

Sommaire

Une terre de contrastes	2
Les conflits de faible intensité	3
Droits humains au Salvador	5
L'Église initie un débat national	7
Casaldaliga: Épître à un Romain	8
Francisco Mendes, martyr du Brésil	16
Nouveaux livres de Carlos Mesters	17
Marche-Célébration Romero '89	18
Va-et-vient au Comité	19

Voici un coupon pour vous abonner ou abonner un-e ami-e:

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Abonnement (5 numéros par année): \$10 au Canada; \$12 à l'étranger

Le **Caminando** est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Adresse: 25 Jarry O., Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone (514) 387-2541

Ont collaboré à ce numéro: Iris Almeida, Nancy Burrows, Denise Caron, Jeanne Fontaine, Clotilde Lemay, Nicole Leduc, José Paz, Madeleine Perrault, Jean Robitaille et Aline Sarrazin.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec